



Bulletin d'information hebdomadaire du Bureau du Procureur

4 – 10 mai – numéro 36

L'ÉVÉNEMENT MARQUANT DE LA SEMAINE : LE PROCUREUR SE REND AU KÉNYA

8 au 10 mai – Conformément au mandat qui est le sien de prendre en considération les points de vue des victimes et leur intérêt, le Procureur Moreno-Ocampo est actuellement en visite au Kenya pour conduire des enquêtes et rencontrer les victimes des violences postélectorales.

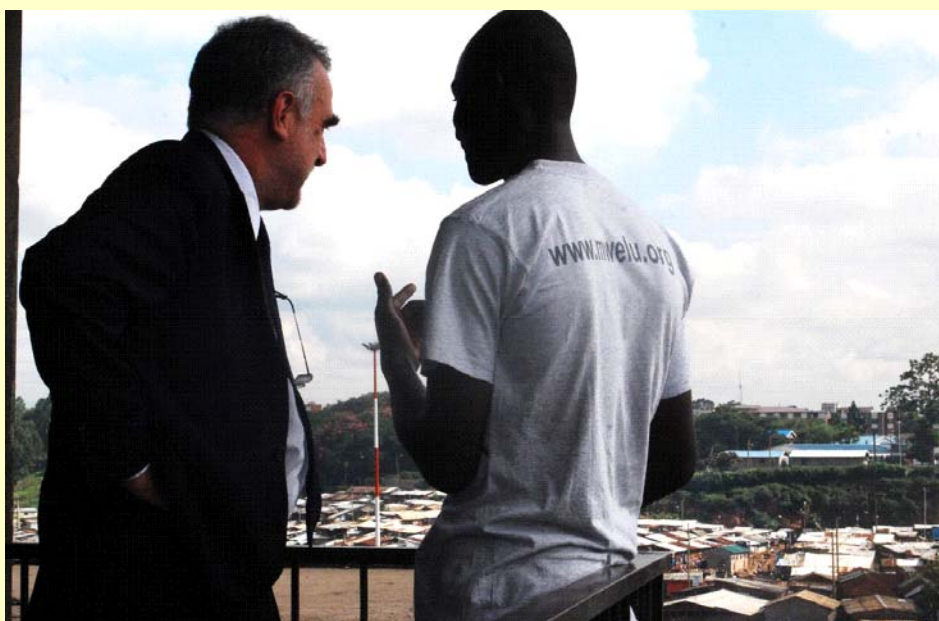
« Comme promis, j'irai à la rencontre des victimes et je prêterai une oreille attentive à leurs points de vue et à leurs préoccupations. Nous enquêterons à propos des crimes, tout en assurant la protection des victimes et en respectant les droits des suspects. Nous nous appuierons sur les éléments de preuve recueillis et nous poursuivrons les personnes portant la plus lourde responsabilité », a-t-il déclaré.

APERÇU :

- Le Bureau du Procureur se rendra prochainement à Conakry pour dresser un bilan de la situation (page 5).



Au cours de cette visite de cinq jours, le Procureur devait participer à une rencontre publique à laquelle étaient notamment conviés 300 représentants de la société civile et de groupes de femmes venus l'interroger sur l'enquête. La rencontre, diffusée sur cinq chaînes de télévision, aurait obtenu une audience de 20 millions de téléspectateurs, soit près de la moitié de la population kényane. Le Procureur s'est également entretenu avec des chefs d'entreprise, des chefs religieux et des représentants des médias, dont des membres de radios communautaires, locales et régionales.



Le Procureur s'est rendu à Mathare, une des zones les plus touchées par le déchaînement de violence qui s'est déclenché après les dernières élections. D'autres visites de quartiers secoués par ces violences à la périphérie de Nairobi sont prévues à l'occasion de son prochain déplacement au Kenya cette année. « Mon Bureau mènera une enquête impartiale et indépendante ; nous sélectionnerons les crimes les plus représentatifs et nous recueillerons des éléments de preuve afin d'identifier les personnes portant la plus lourde responsabilité. Il faut à tout prix éviter une nouvelle flambée de violences lors des élections de 2012 », a déclaré le Procureur.

Le 10 mai, le Procureur s'est entretenu avec le comité des ministres chargé d'assurer la liaison avec le Bureau du Procureur pour toutes les questions se rapportant à l'enquête en cours dont M. Moses Wetangula, Ministre des affaires étrangères, M. James Orengo, Ministre des terres, le professeur George Saitoti, Ministre de l'administration provinciale et de la sécurité intérieure et M. Amos Wako, procureur général.

I. Enquêtes et poursuites

Au cours de cette semaine, le Bureau du Procureur a déposé 10 écritures dans les différentes affaires et a mené six missions d'enquête dans six pays.

I.1. Situation en [République démocratique du Congo \(RDC\)](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités de la RDC en avril 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année en se concentrant sur l'Ituri, où les principaux groupes armés avaient commis les crimes les plus graves. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés, à l'encontre des dirigeants de l'UPC [Thomas Lubanga Dyilo](#) et [Bosco Ntaganda](#), et de ceux du FNI et de la FRPI [Germain Katanga](#) et [Mathieu Ngudjolo Chui](#). Le procès contre [Thomas Lubanga Dyilo](#) s'est ouvert le 26 janvier 2009. L'ouverture du procès de MM. [Katanga et Ngudjolo Chui](#) a eu lieu le 24 novembre 2009. [Bosco Ntaganda](#) est toujours en fuite. En septembre 2008, le Bureau du Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête dans les deux provinces du Kivu.

Affaire : Le Procureur c. Katanga et Ngudjolo Chui

3 mai – L'Accusation a demandé l'autorisation d'interjeter appel de la décision de la Chambre de première instance II par laquelle a été adopté un Protocole relatif à la communication à des tiers de l'identité de témoins protégés. Elle invoque à ce titre le non-respect de l'obligation de protection des témoins incombant à tous les organes de la Cour en vertu du Statut. L'Accusation a fait valoir que le Protocole place les évaluations des risques causés par la divulgation de la défense, ainsi que les mesures appropriées pour prévenir et gérer ces risques, uniquement dans les mains de la défense et au-delà du contrôle judiciaire.

I.2. Situation en Ouganda

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités ougandaises en janvier 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juillet de la même année. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre [des plus hauts dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur \(ARS\)](#) : Joseph Kony, Vincent Otti (qui aurait été tué en 2007 sur les ordres de Joseph Kony), Okot Odhiambo, Raska Lukwiya (tué le 12 août 2006 et dont le mandat d'arrêt a, de ce fait, été levé) et Dominic Ongwen. Ces mandats n'ont pas encore été exécutés. Depuis 2008, l'ARS aurait tué plus de 1 500 personnes, en aurait enlevé plus de 2 250 et en aurait contraint bien plus de 300 000 à se déplacer rien qu'en RDC. En outre, au cours de l'année écoulée, l'ARS a déplacé plus de 80 000 personnes et en a tué près de 250 dans le sud du Soudan et en République centrafricaine.

I.3. Situation au Darfour (Soudan)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part du Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2005. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année. Trois mandats d'arrêt et une citation à comparaître ont été délivrés, à l'encontre d'[Ahmad Harun et Ali Kushayb](#), d'[Omar Al Bashir](#) et de [Bahar Idriss Abu Garda](#). Les trois mandats d'arrêt n'ont pas encore été exécutés. L'Accusation [a fait appel](#) de la décision rejetant les accusations de génocide contre le Président Al Bashir rendue par la Chambre à la majorité. Le 3 février, la Chambre d'appel a jugé que le rejet des chefs de génocide contre le Président Al Bashir constituait une erreur de droit. M. Abu Garda [a comparu de son plein gré](#) devant la Cour en exécution de la citation à comparaître qui lui avait été adressée. Il a été autorisé à quitter les Pays-Bas à l'issue de sa comparution initiale qui a eu lieu le 18 mai 2009. L'audience de confirmation des charges a eu lieu du 19 au 30 octobre 2009. Le 8 février 2010, la Chambre préliminaire a rendu une décision par laquelle elle rejetait les charges. Le Bureau a interjeté appel de cette décision le 15 mars, et la Chambre l'a rejeté le 24 avril. Le Bureau présentera sous peu des éléments de preuves additionnels.

8 mai – Le Gouvernement soudanais a [rappelé](#) Abd-al-Mahmud Abdel-Haleem, son ambassadeur auprès des Nations Unies, alors que celui-ci avait été reconduit dans ses fonctions à titre exceptionnel en mars dernier par le Président Al Bashir. Le journal proche du gouvernement Al-Ra'y al-Amm a indiqué qu'il avait été rappelé à Khartoum le 6 mai. Dans le dernier [rapport](#) qu'il a adressé au Conseil de sécurité en décembre 2009, le Procureur avait déclaré : « *mon Bureau examine [également] la responsabilité pénale des responsables soudanais qui nient en bloc toute implication et dissimulent les crimes. [...] Depuis Nuremberg, l'exécution d'ordres transmis par des supérieurs hiérarchiques ne constitue plus un moyen de se soustraire à la justice pour les auteurs de crimes* ».

8 mai – Le conseiller du Président soudanais, Mustafa Osman Ismail, [s'est rendu](#) à Beyrouth pour rallier le Liban, membre de la Ligue des États arabes et actuellement membre non permanent du Conseil de sécurité aux positions soudanaises à l'ONU. Le Premier Ministre libanais avait en effet déclaré au sujet de l'inculpation du Président Al Bashir que ce dernier se ferait rattraper par la justice car cette tendance s'affirme de plus en plus dans la région.

9 mai – Dans un [communiqué](#) officiel, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon s'est déclaré profondément préoccupé par l'attaque dirigée contre un convoi militaire de la MINUAD constitué de soldats de la paix égyptiens qui a fait deux morts et trois blessés. Il a appelé le Gouvernement du Soudan à lancer immédiatement une enquête pour identifier les auteurs, les appréhender et les traduire en justice.

9 mai – Le Gouvernement soudanais [a exprimé](#) son mécontentement à propos de la tenue, sur le continent africain, de conférences portant sur la CPI, ce qui, selon lui, affaiblirait la portée des décisions politiques prises par les dirigeants africains.

I.4. Situation en République centrafricaine (RCA)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités centrafricaines en décembre 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en mai 2007. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre de [Jean-Pierre Bemba Gombo](#) pour des crimes commis en 2002 et 2003. L'[audience de confirmation des charges](#) a eu lieu du 12 au 15 janvier 2009. Le 15 juin de la même année, la Chambre préliminaire II a rendu sa décision relative à la confirmation des charges. Le 18 septembre, l'affaire a été renvoyée devant la Chambre de première instance III. L'ouverture du procès est prévue pour le [5 juillet 2010](#). Dans le même temps, le Bureau continue de s'intéresser de près aux allégations de crimes commis depuis la fin de 2005.

I.5. Kenya

En février 2008, le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait les violences postélectorales de décembre 2007 et janvier 2008. Le 9 juillet 2009, le Groupe d'éminentes personnalités de l'Union africaine a annoncé qu'il allait [remettre au Bureau du Procureur une enveloppe sous scellés contenant une liste de personnes qui seraient impliquées et des pièces justificatives que son président, Kofi Annan, avait lui-même reçues de la Commission Waki](#). Le 5 novembre, le Procureur a informé le Président Kibaki et le Premier Ministre Odinga que

selon lui, des crimes contre l'humanité avaient été commis et leur a rappelé son devoir d'intervenir en l'absence de procédures nationales. Le Président, tout comme le Premier Ministre, se sont engagés à coopérer avec la Cour. Le 26 novembre, le Procureur a demandé à la Chambre préliminaire II l'autorisation d'ouvrir une enquête, insistant sur le fait que 1 220 personnes avaient été tuées, que des centaines avaient été violées, que des milliers de viols n'avaient pas été rapportés, que 350 000 personnes avaient été déplacées de force et que 3 561 avaient été blessées dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre la population civile. Le 31 mars, la Chambre préliminaire a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête sur les crimes contre l'humanité qui auraient été commis lors des événements survenus entre le 1^{er} juin 2005 et le 26 novembre 2009.

5 mai – Des représentants de l'UE en visite à Nairobi [ont appelé de leurs vœux](#) des sanctions à l'encontre des personnes qui auraient menacé des témoins potentiels de la CPI possédant des informations relatives aux auteurs présumés des violences postélectorales. S'exprimant au nom des émissaires européens à l'issue d'une rencontre avec des groupes de la société civile, l'Ambassadrice des Pays-Bas au Kenya, Laetitia van den Assum, a exhorté le Gouvernement kényan à mettre tout en œuvre pour assurer la sécurité des témoins en vertu de la loi relative à la protection des témoins. Le chef de la délégation de l'UE au Kenya, Eric van der Linden, a ajouté : « *La grande majorité des Kényans souhaite que justice soit faite pour les victimes des violences postélectorales... nous espérons que M. Ocampo pourra bénéficier de la pleine coopération du Kenya.* »

II. Analyses préliminaires

Statistiques relatives aux [communications au titre de l'article 15](#) et autres examens préliminaires

L'analyse préliminaire constitue la première phase de l'action du Bureau du Procureur menée en vue de déterminer si une enquête devrait être ouverte. Il s'agit d'une phase au cours de laquelle le Bureau détermine si la Cour est compétente, si des crimes relevant de la compétence de la CPI ont pu être ou sont peut-être commis dans une situation donnée, si des enquêtes et des poursuites véritables se rapportant à ces crimes sont menées par les autorités compétentes et si l'ouverture éventuelle d'une enquête par le Procureur n'irait pas à l'encontre des [intérêts de la justice](#). Lors de cette phase, le Bureau évalue activement toutes les informations émanant de sources multiples concernant les crimes présumés, y compris les « communications » fournies par des personnes ou des parties concernées, comme le prévoit l'article 15 du Statut. Le déclenchement d'un examen préliminaire ne signifie pas qu'il débouchera automatiquement sur l'ouverture d'une enquête.

II.1. Afghanistan

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2007, examen qui porte sur des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour qu'auraient perpétrés tous les acteurs concernés. Le Bureau a rencontré des responsables afghans en dehors du pays, de même que des représentants de diverses organisations. Il a envoyé plusieurs demandes de renseignements au Gouvernement afghan, mais n'a encore reçu aucune réponse à ce jour.

II.2. Colombie

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2006, examen qui porte sur des crimes allégués relevant de la compétence de la Cour et sur des enquêtes et des poursuites menées en Colombie à l'encontre des auteurs présumés des crimes les plus graves, de chefs paramilitaires, de femmes et d'hommes politiques, de chefs de guérilla et de membres des forces armées. Le Bureau s'intéresse également à des allégations faisant état de réseaux internationaux qui viennent en aide aux groupes armés auteurs des crimes commis en Colombie.

5 mai – La presse a [rapporté](#) que la Cour suprême colombienne enquêterait afin de déterminer si deux anciens membres du Congrès pour la région nord-ouest du Choco, Odin Sanchez et Edgar Ulises Torres, ont été impliqués dans des crimes contre l'humanité commis par des paramilitaires avec lesquels ils auraient travaillé.

II.3. Géorgie

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation le 14 août 2008. Le Ministre géorgien de la justice a effectué une visite au Bureau du Procureur, tandis que la Russie, qui n'est pas partie au Statut, lui a fait parvenir 3 817 communications. Le 27 août 2008, le Procureur a sollicité des Gouvernements russe et géorgien qu'ils lui communiquent certaines informations, ce qu'ils ont tous deux fait. Des représentants du Bureau se sont rendus en Géorgie en novembre 2008 et en Russie en mars 2010.

II.4. Palestine

Le 22 janvier 2009, l'Autorité nationale palestinienne a déposé auprès du Greffier une déclaration au titre de l'article 12-3 du Statut de Rome qui autorise les États non parties à accepter la compétence de la Cour. Le Bureau du Procureur analysera tous les éléments en rapport avec sa compétence, notamment les questions de savoir tout d'abord si la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour répond aux prescriptions du Statut, ensuite si des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis et enfin si des procédures nationales sont menées à l'égard des crimes présumés. Une délégation de l'Autorité nationale palestinienne ainsi que des représentants de la Ligue des États arabes se sont rendus à la Cour les 15 et 16 octobre 2009 afin de déposer un rapport présentant des arguments en faveur de la capacité de l'Autorité palestinienne à déléguer sa compétence à la CPI. Le 11 janvier, en réponse à une demande de l'ONU, le Bureau du Procureur lui a adressé une [lettre](#) sur ses activités récentes dans le cadre des suites données au rapport Goldstone. Le 3 mai, le Bureau a présenté [le Résumé des observations portant sur la question de savoir si la déclaration déposée par l'Autorité nationale palestinienne répond aux conditions posées par le Statut de Rome](#). Le Bureau n'a pas fait de détermination sur la question.

II.5. Côte d'Ivoire

La Cour a compétence à l'égard de la situation en Côte d'Ivoire en vertu d'une déclaration que le Gouvernement ivoirien a déposée le 1^{er} octobre 2003 au titre de l'article 12-3 et par laquelle il accepte la compétence de la Cour à compter du 19 septembre 2002. Les crimes les plus graves, y compris des cas présumés de violences sexuelles à grande échelle, ont été commis entre 2002 et 2005. Les 17 et 18 juillet 2009, de hauts représentants du Bureau du Procureur se sont rendus à Abidjan.

5 mai – Dans son dernier [rapport](#) qui fait suite à la récente dissolution par le président Laurent Gbagbo de la Commission électorale indépendante et du Gouvernement, International Crisis Group rappelle aux protagonistes que des mécanismes de justice nationale ou internationale sont prévus pour poursuivre quiconque tenterait d'inciter à la violence à l'approche des élections et que la communauté internationale doit se préparer, en cas de violences, à recourir à de telles mesures.

II.6. Guinée

Le 14 octobre 2009, le Bureau a confirmé que la situation en Guinée faisait l'objet d'un examen préliminaire. La Guinée est un État partie au Statut de Rome depuis le 14 juillet 2003. En conséquence, la Cour pénale internationale a compétence à l'égard des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou du crime de génocide pouvant être commis sur le territoire de la Guinée ou par ses ressortissants, y compris les meurtres de civils et les violences sexuelles. Conformément à l'article 15 du Statut de Rome, le Bureau du Procureur a pris connaissance d'allégations graves concernant les événements survenus le 28 septembre 2009 à Conakry. Les 12, 13 et 15 janvier 2010, des hauts représentants du Bureau se sont entretenus avec le Président Compaoré du Burkina Faso, médiateur pour le groupe de contact sur la Guinée, et le Président Wade du Sénégal afin de veiller à ce que ces derniers soient pleinement informés de la progression des activités du Bureau. Du 15 au 19 février 2010, le Bureau a envoyé en Guinée une mission dirigée par M^{me} Fatou Bensouda, procureur adjoint, dans le contexte de ses activités liées à l'examen préliminaire de la situation.

Une mission composée d'experts du Bureau du Procureur devrait se rendre à Conakry dans les semaines à venir.

III. Coopération – Mobilisation des efforts en vue des arrestations

4 mai – Lors d'une déclaration devant le Conseil de sécurité de l'ONU relative à la coopération entre l'ONU et l'Union européenne pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, M^{me} Catherine Ashton, [a déclaré](#) : « *La lutte contre l'impunité et contre les crimes les plus graves demeure un facteur clé pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits. C'est pour cette raison que l'UE soutient ardemment le travail de la Cour pénale internationale. À ce titre, la promotion du caractère universel de la Cour et la volonté d'appliquer ses décisions comptent parmi les principaux éléments inscrits à l'ordre du jour de la conférence de révision prévue à Kampala.* »

V. À venir

- 17 mai – Discours liminaire du Procureur à l'Institut d'Études Politiques (Paris) dans le cadre d'un événement organisé par Jeune République en collaboration avec le Centre des études européennes de l'Université de Harvard
- 17-18 mai – Participation du procureur adjoint à un Forum international sur le rôle du leadership pour la promotion de l'égalité entre les sexes, organisé par le Ministre des affaires étrangères du Rwanda, à Kigali
- 17 mai – Rencontre du Procureur avec M. Abdou Diouf, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie

- 18 mai – Remarques liminaires du Procureur lors des Journées de la Francophonie, organisées par l'OIF à Paris
- 27 mai – Discours liminaire du Procureur lors de la 6^e session de l'Assemblée consultative des parlementaires pour la CPI et l'État de droit qui se tiendra à Kampala
- 28 mai – Participation du procureur adjoint à un séminaire organisé par *Africa Legal Aid* intitulé « L'Afrique et la Cour pénale internationale », qui se tiendra à Kampala
- 31 mai – 4 juin – Participation du Procureur à la Conférence de révision de la CPI à Kampala
- 4 juin – Déplacement du Procureur à New York pour participer à des consultations
- 11 juin – Discours du Procureur sur la situation au Darfour devant le Conseil de sécurité de l'ONU à New York
- 5 juillet – Ouverture du procès dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*
- 12 juillet – Participation du Procureur à un débat des étudiants internationaux à l'Université d'Amsterdam
- 14-16 juillet – Participation du procureur adjoint à une conférence internationale intitulée « L'Afrique et l'avenir de la justice pénale internationale » à l'Université de Witwatersrand, Johannesburg

* Le présent document expose le point de vue du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale au Bureau du Procureur : Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int